

ASSEMBLEE DE CORSE

DELIBERATION N° 16/169 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE PORTANT INDIVIDUALISATION DE CREDITS DEDIES A LA RECHERCHE ET A LA DIFFUSION DANS LE CADRE DES COÛTS STRUCTURELS ET DU MAINTIEN EN CONDITION OPERATIONNELLE DES EQUIPEMENTS ET DES DISPOSITIFS DE RECHERCHE STRUCTURANTS DE L'UNIVERSITE DE CORSE POUR LES ANNEES 2016/2017

SEANCE DU 29 JUILLET 2016

L'An deux mille seize et le vingt-neuf juillet, l'Assemblée de Corse, régulièrement convoquée s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Jean-Guy TALAMONI, Président de l'Assemblée de Corse.

ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.

BARTOLI Marie-France, BIANCUCCI Jean, BENEDETTI François, BERNARDI François, BORROMEI Vanina, CASALTA Mattea, CASANOVA-SERVAS Marie-Hélène, CESARI Marcel, COLOMBANI Paul-André, COMBETTE Christelle, CORDOLIANI René, FAGNI Muriel, FILIPPI Marie-Xavière, GUIDICELLI Lauda, GUIDICELLI Maria, GUISEPPI Julie, LACOMBE Xavier, LEONETTI Paul, MARIOTTI Marie-Thérèse, MONDOLONI Jean-Martin, MURATI-CHINESI Karine, NADIZI Françoise, NIVAGGIONI Nadine, OLIVESI Marie-Thérèse, ORSONI Delphine, OTTAVI Antoine, PROSPERI Rosa, PUCCI Joseph, RISTERUCCI Josette, ROSSI José, SANTONI-BRUNELLI Marie-Antoinette, SANTUCCI Anne-Laure, SIMEONI Marie, STEFANI Michel, TALAMONI Jean-Guy, TATTI François, TOMASI Petr'Antone, VANNI Hyacinthe

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :

M. ARMANET Guy à Mme GUIDICELLI Lauda
M. BARTOLI Paul-Marie à M. TATTI François
M. BUCCHINI Dominique à M. STEFANI Michel
M. CANIONI Christophe à M. CORDOLIANI René
M. CHAUBON Pierre à Mme BARTOLI Marie-France
M. GIACOBBI Paul à Mme GUIDICELLI Maria
Mme GRIMALDI Stéphanie à M. LACOMBE Xavier
M. PARIGI Paulu Santu à Mme NIVAGGIONI Nadine
Mme POLI Laura Maria à Mme GUISEPPI Julie
Mme PONZEVERA Juliette à Mme BORROMEI Vanina
M. de ROCCA SERRA Camille à Mme SANTONI-BRUNELLI Marie-Antoinette
M. SANTINI Ange à M. MONDOLONI Jean-Martin
M. TOMA Jean à Mme MARIOTTI Marie-Thérèse.

M. TALAMONI Jean-Guy (Maître de conférences à l'Université de Corse) et
M. TOMASI Petr'Antone (Chercheur à l'Université de corse) ne prennent pas part au vote

L'ASSEMBLEE DE CORSE

- VU** le code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV^{ème} partie,
- VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, Titre VII, Article 133,
- VU** la délibération n° 16/081 AC de l'Assemblée de Corse du 15 avril 2016 portant approbation du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Corse pour l'exercice 2016,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,
- SUR** rapport de la Commission du Développement Social et Culturel,
- APRES** avis de la Commission des Finances et de la Planification,

APRES EN AVOIR DELIBERE**ARTICLE PREMIER :**

APPROUVE l'affectation de **3 137 000 €** au profit de l'Université de Corse au titre de la prise en charge de coûts structurels relatifs à la « recherche » pour les années 2016 et 2017.

ARTICLE 2 :

AUTORISE le Président du Conseil Exécutif de Corse à signer la convention d'engagement pluriannuelle « **Dispositif de prise en charge des coûts structurels et de maintien en condition opérationnelle - Recherche - Université de Corse - 2016/2017** ».

ARTICLE 3 :

AUTORISE le Président du Conseil Exécutif de Corse à signer les différentes pièces réglementaires (conventions d'applications, avenants...) relatives à la mise en œuvre de la convention d'engagement pluriannuelle précitée.

ARTICLE 4 :

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Corse.

AJACCIO, le 29 juillet 2016

Le Président de l'Assemblée de Corse,

Jean-Guy TALAMONI



ANNEXES

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE
--

Objet : Affectation de crédits dédiés à la recherche et à la diffusion dans le cadre des coûts structurels et du maintien en condition opérationnel (MCO) des équipements et des dispositifs de recherche structurants de l'Université de Corse pour les années 2016 et 2017

- Vu La loi du 22 janvier 2002 qui confère à la Collectivité Territoriale de Corse des prérogatives uniques en matière de développement de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ainsi son article 5 précise que « La Collectivité territoriale de Corse peut, par délibération de l'Assemblée, organiser ses propres actions complémentaires d'enseignement supérieur et de recherche, sans préjudice des compétences de l'État en matière d'homologation des titres et diplômes. Elle passe, à cette fin, des conventions avec des établissements d'enseignement supérieur ou des organismes de recherche ».*
- Vu La loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche.*
- Vu La loi NOTRe n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République qui prévoit l'élaboration et l'adoption d'une part d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII), d'autre part d'un schéma régional de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation (SRESRI) conformément à la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et ainsi de fixer les orientations régionales pour les prochaines années en organisant la complémentarité des actions.*
- Vu La politique ambitieuse menée par la Collectivité territoriale de Corse en matière d'investissement dans le domaine de la « Recherche et de la R&D » sur la période 2007-2015.*

Il apparaît indispensable de « maintenir en condition opérationnelle » les principaux investissements soutenus durant la période de programmation précédente et de permettre dans le présent rapport l'affectation d'un montant total de **3 137 000 €** pour les années 2016 et 2017 au profit de l'Université de Corse « Pasquale Paoli ».

Les crédits nécessaires au financement de ce dispositif sont inscrits au programme 4311 F « Enseignement Supérieur Recherche » au Budget primitif (BP) 2016.

1° Préambule

A) Une politique de « Recherche » ambitieuse

Durant la période 2007-2015, la Collectivité Territoriale de Corse a mené une politique ambitieuse en matière de « Recherche » et de nombreux projets ont été programmés, avec comme objectifs :

- de donner au secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche des infrastructures à la hauteur des enjeux ;
- de mettre en œuvre les réseaux et les outils d'interface, en développant notamment des plateaux techniques spécialisés, afin d'être en mesure de favoriser le processus de transfert de savoirs ;
- de développer les principaux projets de recherche régionaux ;
- de manière transversale, de soutenir les opérations de Culture Scientifique Technique et Industrielle (rencontre, échange et dialogue des partenaires scientifiques avec tous les publics et en particulier les jeunes).

Les principaux projets ont été généralement portés par les acteurs régionaux tels que l'Université de Corse, l'INRA de Corse, l'AREFLEC, le CRVI de Corse, l'Inter Bio Corse, le BRGM, la STARESO, ou encore d'autres opérateurs de recherche, d'expérimentation et de transfert, non présents sur le territoire, tel que l'Université Paul SABATIER de Toulouse (UPS), le Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA) ou encore AREVA SA.

À titre d'exemple, en matière de « Recherche » 25 dossiers ont été programmés dans le cadre du PO-FEDER 2007-2013 pour un coût total projet de plus de 70 000 000 €, une intervention de l'Union Européenne à plus de 26 000 000 € soit un taux moyen d'intervention de 37 %, une intervention de la Collectivité Territoriale de Corse à plus de 22 000 000 €, soit un taux moyen d'intervention de 31 %, et une intervention de l'État à près de 3 800 000 €, soit un taux moyen d'intervention de 5 %.

L'objectif principal de cette mesure était de construire les outils nécessaires et indispensables à toute recherche, valorisation et innovation, dans son sens le plus large du terme. Ainsi à ce jour, la Corse présente une « mosaïque » de programmes et de plateformes, spécialisés tant dans les énergies renouvelables, dans le domaine des nouvelles technologies de l'information et de la communication, dans l'agriculture végétale et animale, ou encore dans l'aquaculture et les ressources marines.

Les investissements les plus importants en matière de « Recherche » concernaient :

- les 8 projets structurants de l'Université de Corse ;
- la plateforme de recherche « Georges PERI » à Vignola de l'Université de Corse ;
- la plateforme de recherche « Stella Mare » à Biguglia de l'Université de Corse ;

- la plateforme de recherche « Corsic'Agropole » à San Giuliano regroupant l'association de recherche et d'expérimentation sur les fruits et légumes en Corse (AREFLEC), le centre de recherche viticole de Corse (CRVI), l'association de développement de l'agriculture biologique corse (INTER BIO CORSE) et l'institut national de recherche agronomique de Corse (INRA) ;
- l'observatoire atmosphérique à Erba de l'Université Paul SABATIER de Toulouse ;
- l'Unité de recherche sur le développement de l'élevage » à Corte de l'INRA de Corse ;
- l'Unité de recherche génétique et écophysiologie de la qualité des agrumes à San Giuliano - INRA de Corse.

À ces plateformes de recherche et d'expérimentation se rajoute également la plateforme d'ALTIANI dédiée à l'élevage.

La Collectivité Territoriale de Corse, en collaboration avec l'Union Européenne et l'État, a fortement soutenu et favorisé la réalisation de ces plateformes de « Recherche et d'expérimentation » précitées afin de répondre de manière générale aux priorités suivantes :

- animer par l'élaboration de projets dans le domaine scientifique et/ou technologique de la filière concernée ;
- développer de nouveaux outils et/ou moyens pour les recherches, les expérimentations, l'innovation et le transfert de technologies liés au secteur concerné ;
- faciliter le transfert des innovations issues de la recherche et de l'expérimentation auprès des organismes de développement, de formation et des entreprises concernées ;
- valoriser l'activité de la plateforme auprès du monde professionnel et du grand public à l'échelle régionale, nationale et internationale.

Ainsi la Corse dispose aujourd'hui d'outils structurants performants indispensables à l'émergence d'un tissu industriel et économique en lien direct avec les domaines de spécialisation intelligente (valorisation des ressources naturelles et culturelles, production distribution et gestion énergétique en milieu insulaire, TIC, secteurs d'activités identifiés dans la Stratégie de Spécialisation Intelligente-S3).

La prise en compte de ces coûts structurels pour le maintien en condition opérationnelle doit permettre d'une part de prendre en considération les 3 finalités de la recherche, à savoir, le progrès de la connaissance, la réponse aux préoccupations sociétales, le progrès économique, à travers l'innovation notamment, mais aussi et surtout d'accompagner le développement de la recherche publique avec pour objectif de renforcer la collaboration entre la recherche académique et les entreprises territoriales, et ainsi contribuer à moyen et long terme à augmenter la part de la dépense intérieure de recherche et développement (R&D) des entreprises, en lien notamment avec les 3 plateformes de recherche et d'expérimentation.

Au sujet de l'Université de Corse

Concernant plus précisément l'Université de Corse, elle représente à elle seule près de 80 % de la recherche insulaire et dispose d'atouts essentiels :

- une recherche de qualité ;
- des unités de recherche dont l'excellence est reconnue à l'international ;
- un réseau dense de partenariats avec des entreprises, des collectivités ou encore d'autres universités...).

Ainsi depuis sa réouverture en 1981, l'Université de Corse « Pasquale Paoli » est aujourd'hui une structure de formation et de recherche résolument ancrée dans son territoire, en prise directe avec les grandes problématiques locales et internationales. Avec près de 4500 étudiants, 7 unités de recherche et de service, dont 4 associées au CNRS regroupant plus de 250 personnels de recherche, l'Université de Corse a réalisé un travail de structuration de ses thématiques de recherche pour mieux s'inscrire dans la compétition nationale et internationale. Les activités de recherche de l'établissement allient recherche fondamentale et recherche appliquée dans une perspective de développement territorial. Fort de ses partenariats avec les grands organismes nationaux tels que le CNRS, l'INRA, l'Inserm, l'IFREMER et le CEA, cette recherche a vocation à développer sur le territoire les compétences nécessaires à l'émergence d'une société de la connaissance, productrice d'emplois qualifiés et d'entreprises compétitives dans différents secteurs d'activités (énergies renouvelables, ressources naturelles, dynamiques territoriales, identité et culture, etc.).

Les plateformes de transfert fortement soutenues dans le cadre du CPER et du PO-FEDER 2007-2013, apportent les conditions incontournables pour l'implantation progressive d'un tissu d'entreprises à forte valeur ajoutée pour la région Corse et l'émergence d'une recherche privée au sein d'entreprises locales, nationales et internationales.

À titre d'exemple, 14 dossiers ont été programmés dans le cadre du PO-FEDER 2007-2013 pour un coût total projet de plus de 39 000 000 €, une intervention de l'Union Européenne à plus de 15 000 000 € soit un taux moyen d'intervention de 38 %, une intervention de la Collectivité Territoriale de Corse à plus de 13 000 000 €, soit un taux moyen d'intervention de 33 %, et une intervention de l'État à près de 1 500 000 €, soit un taux moyen d'intervention de 4 %.

L'Université de Corse a également engagé depuis plusieurs années un adossement aux pôles de compétitivité nationaux (CapEnergies, Aquimer, Mer-Paca, PASS) lui permettant ainsi de développer fortement ses activités avec le tissu socioéconomique et industriel.

L'établissement a enfin soutenu une politique scientifique ambitieuse à l'international avec l'élaboration de 4 chaires d'excellence et la création de réseaux internationaux de recherche, tels que le RETI (Réseau d'Excellence des Territoires Insulaires) regroupant 26 universités insulaires réparties sur l'ensemble du globe ainsi que l'A.R.C. EuroMéditerranée (Association de Recherche et de Coopération) regroupant les universités françaises de Paris VI (Pierre et Marie Curie), Nice, Toulon et les universités italiennes de Pise, Turin, et Gênes.

Premier opérateur de recherche en Corse avec plus de 160 enseignants-chercheurs (88 % des personnels de recherche en Région Corse et près de 150 doctorants inscrits au sein de son École Doctorale), l'Université de Corse Pasquale Paoli, dont l'intégralité de sa recherche est labellisée par le CNRS, a obtenu au cours des

précédentes années des résultats remarquables par les plus hautes instances d'évaluation nationales.

Ainsi dans un contexte de partenariats scientifiques et institutionnels stabilisé, la structuration de la politique scientifique de l'établissement s'articule aujourd'hui autour de 8 projets de recherche pluridisciplinaires labellisés par le CNRS, à savoir :

- « Énergies Renouvelables » ;
- « Ressources Naturelles » ;
- « Dynamiques des Territoires et du Développement Durable » ;
- « Feux de forêt » ;
- « Technologies de l'Information et de la Communication » ;
- « Champs, Ondes et Mathématiques et Applications » ;
- « Identités, Cultures : Processus de Patrimonialisation » ;
- « Gestion et valorisation des eaux en Méditerranée ».

Cette structuration repose sur deux unités mixtes de recherche CNRS dans le domaine des Sciences pour l'Environnement (UMR CNRS SPE 6134) et des Sciences Humaines et Sociales (UMR CNRS LISA 6240), une fédération de recherche CNRS (FRES CNRS 3041) développant des champs de recherche pluri-inter-transdisciplinaires, deux unités mixtes de service, l'UMS CNRS 3514 STELLA MARE dédiée à la maîtrise et la gestion intégrée des ressources halieutiques et littorales et l'UMS CNRS 820 IESC dont le rayonnement international attire les plus grandes écoles thématiques dans tous les domaines scientifiques.

À cette cartographie intégralement labellisée par le CNRS, deux équipes de recherche, labellisées par le MESR, dans les domaines des aspects juridiques du patrimoine (EA 7311) et de la santé publique (EA 7310) complètent un dispositif bénéficiant d'atouts indéniables, mais nécessitant malgré tout de nouvelles consolidations.

Dans le cadre de la période de contractualisation 2007-2013, l'Université de Corse a montré sa capacité à franchir des seuils qualitatifs importants en matière de formation, de recherche et de vie étudiante. La structuration de sa politique scientifique a permis d'une part de créer une dynamique vertueuse au sein des projets structurants de recherche fondamentale et d'autre part l'éclosion des plateformes de transferts vers le monde socio-économique. Ainsi, autour des projets de transfert tels que MYRTE, PAGLIA ORBA, M3C, LOCUS, ou encore STELLA MARE, l'Université de Corse a créé les conditions de développement d'une économie de la connaissance autour de domaines d'activités à forte valeur ajoutée tels que les énergies renouvelables, l'identité, les dynamiques territoriales, le développement durable, les ressources culturelles et naturelles, terrestres et marines.

Parallèlement à ces opérations structurantes d'importance, plusieurs programmes de recherche portés par les enseignants-chercheurs de l'Université de Corse ont permis d'ores et déjà de mettre en synergie le monde de la recherche publique avec la sphère industrielle ou les acteurs institutionnels régionaux, voire nationaux.

Pour ne citer que quelques exemples, les programmes HAL, INSEME, MEGC, Ambiente, GEM ont permis de nouer des partenariats publics/privés avec de nombreuses entreprises spécialisées localisées en région Corse ou au plan national

tels que des structures d'ingénierie marine ou de distribution pour l'aquaculture (Aqualog, Ecocean, Gloria Maris, STARESO...), des entreprises spécialisées dans plusieurs secteurs tels que le génie électrique, l'automatique ou la production de l'énergie (SITEC, AREVA, Corsica Sole, EDF), des entreprises en lien avec l'édition, la production de supports numériques ou l'obtention de bases de données culturelles et patrimoniales (ALBIANA, Piazzola, Sammarcelli, PastaProd ...).

Une antenne applicative de l'Institut National de l'Énergie Solaire (INES)

Enfin le Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA) en étroite association avec l'Université de Corse a implanté une antenne applicative de l'Institut National de l'Énergie Solaire (INES) au sein du centre Georges PERI à Vignola. Cette antenne, appelée INSEME (Island Networking for Solar Energy ManagEment) s'inscrit dans une démarche de montée en puissance de l'INES (initiative « INES 2 ») approuvée par le Président de la République lors de son passage à Chambéry, au mois de juin 2009 et à laquelle le CEA a souhaité associer l'Université de Corse. Cette antenne permet à l'Université de Corse et au CEA d'intensifier les collaborations déjà engagées dans le domaine des énergies renouvelables au travers, par exemple, de la mise en place et de l'exploitation des plates-formes technologiques communes MYRTE et PAGLIA ORBA.

Ainsi, en s'appuyant sur le savoir-faire de ces deux organismes et sur leurs premières expériences de collaboration, l'Antenne « INSEME » concentrera l'essentiel de son activité sur 3 axes considérés comme prioritaires pour les milieux insulaires :

1. Le stockage des énergies intermittentes et la gestion des réseaux électriques,
2. La mobilité électrique et le lien avec les énergies renouvelables,
3. Les bâtiments à basse consommation énergétique.

Ainsi après une période de mise en œuvre et de programmations de projets de recherche, tant au niveau du PO FEDER 2007-2013 que de programmes financiers régionaux, et malgré une convention tripartite en cours pour la période 2013-2017, l'Université de Corse doit faire face aujourd'hui à des coûts structurels importants.

En effet, tant la politique ambitieuse en matière de recherche, très fortement soutenue sur la période 2010-2015 par l'État, la Collectivité Territoriale de Corse et l'Union Européenne, les mises en œuvre tardives de la convention tripartite, du Contrat de Plan État / Région 2015-2020 et autre PO FEDER 2014-2020, les évolutions et modifications importantes en matière d'éligibilités et de dispositifs financiers, que le contexte de raréfaction de crédits publics, posent la problématique du maintien en sécurité et en activité, certes de la recherche, mais de l'Université de Corse tout simplement.

2° Coûts structurels dialogue de gestion et maintien en condition opérationnelle

- 1) Dialogue de gestion et maintien en condition opérationnelle dans un contexte économique contraint

La politique ambitieuse menée par la Collectivité Territoriale de Corse en matière d'investissement dans le domaine de la « Recherche et de la R&D » sur la

période 2007-2015 implique dans un contexte de raréfaction de crédits publics et suppose nécessairement la mise en œuvre d'un dialogue de gestion avec les principaux opérateurs de la recherche en Corse, et plus particulièrement l'Université de Corse.

Ce dialogue de gestion permettra d'identifier les moyens et les objectifs assignés, sur la base d'un état des lieux partagé à minima par la Collectivité Territoriale de Corse et l'opérateur de recherche concerné. **Ce dialogue de gestion est indispensable afin de définir les coûts structurels et donc les besoins financiers nécessaires aux « maintiens en condition opérationnelle » des programmes, dispositifs, et autres équipements structurants, financés durant la période 2007-2015.** Leur prise en considération paraît indispensable afin de garantir la viabilité et la durabilité des unités, des plateformes et autres des équipes d'accueil, sans quoi certaines structures ne seraient pas en mesure de fonctionner et de remplir notamment leurs missions d'enseignement, comme l'Université de Corse.

Le terme de « Maintien en condition opérationnelle » est utilisé par les industriels, et notamment AREVA. Il désigne *« l'ensemble des mesures prises pour garantir que la bascule vers un environnement dégradé n'entraîne pas une altération inacceptable des conditions de travail habituelles (...) le MCO couvre principalement la stratégie de sauvegarde utilisée et la méthodologie de déploiement de celle-ci sur un environnement dégradé ainsi que la réplication de la configuration des équipements (...) le MCO prévoit aussi, dans le cadre d'une production continue, le remplacement des pièces défectueuses, le diagnostic des pannes, la formation, la documentation »*.

Ce terme paraît approprié à la situation à laquelle la Collectivité Territoriale de Corse est confrontée.

En effet, après une politique d'investissement ambitieuse, il apparaît indispensable de prendre l'ensemble des mesures pour garantir la bascule vers un environnement dégradé, à savoir un environnement de crise économique et de raréfaction de crédits publics, et le préalable consiste bien à rentrer au plus vite dans un dialogue de gestion avec les opérateurs et autres structures de recherche concernées.

2) *Maintien en condition opérationnelle, programmation financière pluriannuelle de projets de R&D et démarche d'amélioration continue des dispositifs*

Il paraît nécessaire, et de manière concomitante à la mise en œuvre d'appel à projets et autres appels à manifestation d'intérêt sur la période 2016-2020, d'engager cette réflexion en matière de « Maintien en condition opérationnelle » avec les opérateurs territoriaux de la recherche, leurs plateformes et autres opérations structurantes.

Il s'agit de permettre une mise en cohérence de la politique budgétaire de la Collectivité Territoriale de Corse, de manière pluriannuelle, tout en garantissant aux opérateurs territoriaux de la recherche une assise qui leur permettra d'être également force de proposition en matière de projets. Ces mêmes projets devront s'appuyer sur la diversité thématique, la cohésion territoriale et une construction partagée.

Enfin il s'agira à terme d'engager la Collectivité territoriale de Corse dans une démarche de performance, de transparence et d'amélioration continue de ses

dispositifs via la mise en œuvre d'un dialogue de gestion continu et permanent avec ses partenaires ; ce dialogue de gestion devant permettre notamment d'engager la Collectivité Territoriale de Corse dans une démarche d'évaluation, de pilotage et d'allocations optimales des crédits publics.

Ainsi, et ce malgré un contexte de raréfaction de crédits publics, la Collectivité Territoriale de Corse souhaite malgré tout poursuivre ses efforts d'investissement et donc préserver une programmation pluriannuelle de la Recherche et de la Diffusion en cohérence avec les contraintes de l'annualité budgétaire.

Elle devra nécessairement inscrire son action dans la durée afin de préparer au mieux l'avenir sur la base d'une programmation financière transparente et pluriannuelle en concertation et en partenariat avec l'État et l'Union Européenne, et en toute cohérence avec la Stratégie Europe 2020 et sa Stratégie de Spécialisation Intelligente « 3S » et ses deux domaines de spécialisation, à savoir :

- Valorisation des ressources naturelles et culturelles,
- Production, distribution et gestion énergétique en milieu insulaire, auxquelles s'ajoute un domaine transversal : les TIC.

3° Coûts structurels et maintien en condition opérationnelle (MCO) des équipements et des dispositifs de recherche structurants de l'Université de Corse pour les années 2016 et 2017

S'il apparaît indispensable de contribuer à maintenir en condition opérationnelle notamment les investissements et les projets structurants de l'Université de Corse soutenus durant la période de programmation 2007-2015 par le biais des CPER et autre FEDER 2007-2013, il s'agit surtout de la conforter :

- *D'une part dans sa capacité à franchir les seuils qualitatifs en matière de recherche et d'innovation, notamment au regard de la stratégie « Europe 2020 » autour de ses objectifs en matière d'innovation, d'éducation, d'inclusion sociale et d'énergie,*
- *D'autre part dans sa capacité à être force de proposition en matière de projets de « Recherche » répondant aux domaines de spécialisation identifiés dans la Stratégie de Spécialisation Intelligente,*
- *Enfin, dans son rôle de formation de manière générale et de formation par la recherche. Le lien entre formation et recherche est une réalité, car toutes les formations de haut niveau s'appuient bien évidemment sur les unités de recherche.*

L'Université de Corse présente des atouts essentiels à consolider, car c'est ce qui permettra en partie au territoire d'être compétitif.

1) De la convention tripartite 2013/2017 à la prochaine convention tripartite en 2018

À ce jour, si l'État conserve la charge de l'homologation des diplômes et des titres, de l'attribution et du financement des postes d'enseignants, la Collectivité Territoriale

de Corse est pour sa part chargée d'établir et de voter la carte des formations et de la recherche et de financer la construction, l'équipement et l'entretien des établissements d'enseignement supérieur et de recherche en Corse.

Ainsi, la convention-cadre signée le 30 janvier 2004 par l'État, la Collectivité Territoriale de Corse et l'Université de Corse a prévu l'établissement de contrats pluriannuels que sont les conventions d'application tripartite. Cette forme de contractualisation se veut une réponse pragmatique voulue par les trois partenaires afin de conjuguer les enjeux européens et nationaux d'évolution du paysage universitaire et la nécessaire prise en compte des particularités de la Corse.

La convention d'application 2013-2017 constitue la troisième convention d'application. La précédente convention, signée le 20 août 2009, s'inscrivait résolument dans le contexte de réforme induit par la Loi « Libertés et Responsabilités des Universités » de 2007. Elle avait donc été conçue pour concilier deux objectifs principaux, à savoir :

- d'une part, poursuivre l'accompagnement du projet scientifique mis en place au milieu des années 2000 en s'attelant à réaliser un certain nombre d'opérations stratégiques en matière de formation, de recherche, de relations internationales et de vie étudiante ;
- d'autre part, intégrer dans ce projet deux évolutions importantes du paysage national de l'enseignement supérieur à savoir la nouvelle mission d'insertion professionnelle et le passage aux responsabilités et aux compétences élargies.

Cette convention d'application 2013-2017 s'articule autour de trois objectifs stratégiques :

- consolider les socles scientifiques et amplifier leur dimension internationale tout en encourageant l'interdisciplinarité et l'innovation pédagogique ;
- affirmer la mission de responsabilité sociétale et territoriale de l'Université ;
- mettre en œuvre une stratégie patrimoniale actualisée, innovante et sécurisée.

Cette convention 2013-2017 précise également :

- les objectifs et actions prioritaires ;
- les moyens attribués à travers une annexe financière ;
- la liste des opérations immobilières ;
- le rappel du bilan de la convention 2009-2012 ;
- la déclinaison des axes stratégiques en projets opérationnels ;
- les indicateurs de suivi ;
- l'offre de formation habilitée pour la période 2013-2017 ;
- les modalités et de suivi et d'évaluation de la convention.

Cette problématique de coûts structurels liés à la « recherche » devrait impacter idéalement la convention tripartite qui serait établie en 2018. Cependant, vu le retard pris tant au niveau du Contrat de Plan Etat-Région, que des programmes opérationnels européens, plus particulièrement ceux liés au PO FEDER 2014-2020, et tout cela dans un contexte de raréfaction de crédits publics, il paraissait nécessaire d'engager une phase de dialogue de gestion avec l'Université de Corse

pour permettre la prise en charge financière d'une période transitoire de deux années, soit 2016 et 2017.

2) La nécessité de prise en charge d'une période transitoire pour les années 2016 et 2017

De manière générale, et au vu notamment des crédits alloués à l'Université de Corse, la Collectivité Territoriale de Corse n'a jamais souhaité, et ne souhaite pas interrompre son soutien à la recherche universitaire, mais elle souhaite le maîtriser et orienter son intervention autour de diverses préoccupations.

Voilà pourquoi, initier un dialogue de gestion paraissait être une étape indispensable, avant toute prise de décision et d'attribution éventuelle de crédits publics.

Ainsi, suite à un dialogue de gestion initié par les services de la Collectivité Territoriale de Corse, un certain nombre de coûts structurels, non prévus dans le cadre de la convention tripartite 2013-2017, ont été identifiés.

Coûts structurels « Recherche » 2016-2017 Université de Corse		
	2016	2017
Intitulé des postes de dépenses	Montant HT	Montant HT
Achats de matières premières (gaz, halieutique...)	29 000 €	29 000 €
Fournitures et petits équipements	50 000 €	50 000 €
Fournitures et matériels de recherche	160 000 €	160 000 €
Sous-traitance	50 000 €	50 000 €
Locations diverses	30 000 €	30 000 €
Entretien, réparation, maintenance	110 000 €	110 000 €
Études et recherches	200 000 €	200 000 €
Communication	60 000 €	60 000 €
Éditions et publications	70 000 €	70 000 €
Déplacements et missions	350 000 €	350 000 €
Gratification stagiaires	50 000 €	50 000 €
Impôts et taxes	9 500 €	9 500 €
Droits et concessions brevets	15 000 €	15 000 €
Fonctionnement	1 183 500 €	1 183 500 €

Investissement (renouvellement équipement)	385 000 €	385 000 €
Total	1 568 500 €	1 568 500 €
Total général 2016/2017	3 137 000 €	

Ainsi sur la base de la mise en œuvre d'une éventuelle convention pluriannuelle qui s'intitulerait « Dispositif de prise en charge des coûts structurels et de maintien en condition opérationnelle - Recherche - Université de Corse - 2016/2017 », pour une période de deux ans, soit l'année 2016 et l'année 2017, il conviendrait de prévoir un total d'engagement de **3 137 000 €** (cf. annexe 1 projet de convention).

Il est ainsi proposé à l'Assemblée de Corse,

1- D'approuver l'affectation de **3 137 000 €** au profit de l'Université de Corse au titre de la prise en charge de coûts structurels relatifs à la « recherche » pour les années 2016 et 2017.

2- D'autoriser le Président du Conseil Exécutif de Corse à signer la convention d'engagement pluriannuelle précitée.

3- D'autoriser le Président du Conseil Exécutif de Corse à signer les différentes pièces réglementaires (conventions d'applications, avenants...) relatives à la mise en œuvre de la convention d'engagement pluriannuelle précitée.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE
République Française

PROPOSITION D'AFFECTATION 2016

SECTEUR : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

ORIGINE : BP 2016

PROGRAMME : RECHERCHE ET DIFFUSION

N° : 4311 F

CHAPITRE : 932

FONCTION : 23

MONTANT DISPONIBLE :		7 350 000 €
MONTANT A AFFECTER :		
« Coûts structurels et maintien en condition opérationnelle - Recherche - Université de Corse - 2016/2017 » Université de Corse	3 137 000 €	
TOTAL		3 137 000 €

DISPONIBLE A NOUVEAU :	4 213 000 €
-------------------------------	--------------------



COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE République Française -

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX Convention XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Annexe 1 Projet de convention

Exercice d'origine : BP 2016
Chapitre : 932
Fonction : 23
Article : 65738
Programme : 4311 F
« Enseignement supérieur - Recherche »

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS UNIVERSITE DE CORSE

« Dispositif de prise en charge des couts structurels et de maintien en
condition opérationnelle - Recherche - Université de Corse -
2016/2017 »,

ENTRE

La COLLECTIVITE TERRITORIALE de CORSE, Hôtel de la Collectivité Territoriale de
Corse - 22 Cours Grandval - BP 215 - Ajaccio cedex 1, représentée par *Monsieur Gilles
SIMEONI*, Président du Conseil Exécutif de Corse,

D'une part,

ET

L'UNIVERSITE DE CORSE - 7 avenue Jean NICOLI - 20250 CORTE (N° SIRET :
19202664900017), représentée par *Monsieur Paul Marie ROMANI*, son président.

D'autre part,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU La loi du 22 janvier 2002 qui confère à la Collectivité territoriale de Corse des prérogatives uniques en matière de développement de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ainsi son article 5 précise que « La Collectivité territoriale de Corse peut, par délibération de l'Assemblée, organiser ses propres actions complémentaires d'enseignement supérieur et de recherche, sans préjudice des compétences de l'État en matière d'homologation des titres et diplômes. Elle passe, à cette fin, des conventions avec des établissements d'enseignement supérieur ou des organismes de recherche »,
- VU La loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche,
- VU La loi NOTRe n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République qui prévoit l'élaboration et l'adoption d'une part d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII), d'autre part d'un schéma régional de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation (SRESRI) conformément à la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et ainsi de fixer les orientations régionales pour les prochaines années en organisant la complémentarité des actions,
- VU La politique ambitieuse menée par la Collectivité territoriale de Corse en matière d'investissement dans le domaine de la « Recherche et de la R&D » sur la période 2007-2015,
- VU la délibération n° 16.081 AC du 15 avril 2016 de l'Assemblée de Corse portant approbation du Budget Primitif de la Collectivité Territoriale de Corse pour l'exercice 2016,
- VU la délibération n° XXXXXX AC en date du XX XXXXX 2014 de l'Assemblée de Corse, portant adoption du dispositif de prise en charge de couts structurels relatifs à la « recherche » pour les années 2016 et 2017

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Préambule :

Ainsi considérant :

- La loi du 22 janvier 2002 qui confère à la Collectivité Territoriale de Corse des prérogatives uniques en matière de développement de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ainsi son article 5 précise que « La Collectivité Territoriale de Corse peut, par délibération de l'Assemblée, organiser ses propres actions complémentaires d'enseignement supérieur et de recherche, sans préjudice des compétences de l'État en matière d'homologation des titres et diplômes. Elle passe, à cette fin, des conventions avec des établissements d'enseignement supérieur ou des organismes de recherche. »
-
- La loi n°2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche.
-
- La loi NOTRe n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République qui prévoit l'élaboration et l'adoption d'une part d'un schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII), d'autre part d'un schéma régional de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation (SRESRI) conformément à la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche et ainsi de fixer les orientations régionales pour les prochaines années en organisant la complémentarité des actions.
-
- La politique ambitieuse menée par la Collectivité Territoriale de Corse en matière d'investissement dans le domaine de la « Recherche et de la R&D » sur la période 2007-2015
-
- Par délibération NXX /XXX AC du XX XXXXXX 2016, l'Assemblée de Corse approuvait l'affectation de 3 137 000€ au profit de l'Université de Corse au titre de la prise en charge de couts structurels relatifs à la « recherche » pour les années 2016 et 2017

Article 1^{er}, Objet de la convention :

Par la présente convention, l'Université de Corse s'engage, pour les années 2016 et 2017 à prendre en charge les couts structurels relatifs à la recherche, pour les années 2016 et 2017.

Article 2, Durée de la convention :

La présente convention concerne les années civiles 2016 et 2017.

La date de début d'exécution de ce dispositif est fixée conjointement au 1^{er} janvier 2016, et la date de fin d'exécution est fixée au 30 décembre 2017.

Cette convention a donc une durée de 24 mois à compter de la signature par les différentes parties, et concerne uniquement les années universitaires 2016 et 2017.

Article 3, Condition de détermination du coût du dispositif :

Le coût total du dispositif sur la durée de la convention est de 3 137 000€.

Lors de la mise en œuvre du dispositif, l'Université de Corse peut procéder à une adaptation de celui-ci à condition que ces adaptations n'affectent pas la réalisation de ce dernier. Elle devra nécessairement notifier ces éventuelles modifications à la Collectivité Territoriale de Corse par écrit.

Article 4, Condition de détermination de la contribution financière :

La Collectivité Territoriale de Corse contribue financièrement pour un montant total de 3 137 000€, conformément aux postes de dépenses détaillés ci-dessous :

Coûts structurels « Recherche » 2016 – 2017 Université de Corse		
	2016	2017
Intitulé des postes de dépenses	Montant HT	Montant HT
Achats de matières premières (gaz, halieutique...)	29 000 €	29 000 €
Fournitures et petits équipements	50 000 €	50 000 €
Fournitures et matériels de recherche	160 000 €	160 000 €
Sous-traitance	50 000 €	50 000 €
Locations diverses	30 000 €	30 000 €
Entretien, réparation, maintenance	110 000 €	110 000 €
Etudes et recherches	200 000 €	200 000 €
Communication	60 000 €	60 000 €
Editions et publications	70 000 €	70 000 €
Déplacements et missions	350 000 €	350 000 €
Gratification stagiaires	50 000 €	50 000 €
Impôts et taxes	9 500 €	9 500 €
Droits et concessions brevets	15 000 €	15 000 €
Fonctionnement	1 183 500 €	1 183 500 €
Investissement (renouvellement équipement)	385 000 €	385 000 €
Total	1 568 500 €	1 568 500 €
Total général 2016/2017	3 137 000 €	

Article 5, Modalité de versement de la contribution financière :

Conformément à la note du 5 février 2013 relative aux modalités de versement des subventions, les acomptes seront versés selon les modalités suivantes :

- 50% du montant, au titre de l'acompte n° 1, soit 1 568 500 € (UN MILLION CINQ CENT SOIXANTE HUIT MILLE CINQ CENTS EUROS) sur appel de fonds,
- Autres montants après reconstitution de l'acompte n°1 et au prorata des dépenses réalisées et justifiées sur présentation de rapports intermédiaires d'exécution (cf. modèle annexé à la présente convention),
- Le solde sur présentation d'un rapport final d'exécution au titre du solde (cf. modèle annexé à la présente convention).

Bien évidemment pour chaque rapport intermédiaire et pour le rapport final, des vérifications seront réalisées par les services de la Collectivité Territoriale de Corse conformément à l'article 6, et le cas échéant, l'acceptation des modifications prévues à l'article 3.

La subvention est imputée sur les crédits programme suivants :

Exercice d'origine	:	BP 2016
Chapitre	:	932
Fonction	:	23
Article	:	65738
Programme	:	4311 F « Enseignement supérieur - Recherche »

La contribution financière sera créditée au compte de l'Université de Corse selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectuées à :

A l'ordre de	UNIVERSITE DE CORSE
Compte	TRESOR PUBLIC - BASTIA
Numéro	10071 20100 00001000067 43
Numéro SIRET	192 026 649 00017

Article 6, Les justificatifs :

L'Université de Corse, sera tenue de rappeler et/ou de produire pour chaque rapport intermédiaire ainsi que pour le rapport final, comme cela est précisé en annexe :

- Des éléments de contexte :

- Descriptif,
- Objectif(s) poursuivi(s),
- Coût total,
- Dates de commencement d'exécution et de fin d'exécution.

- Des éléments de justification « physique » et financière »:

- Descriptif de l'état d'avancement du projet, en rappelant :
- Dates, événements importants et autres faits marquants de la période écoulée,
- Etat récapitulatif intermédiaire ou état récapitulatif final des dépenses acquittées certifié par le comptable public,
- Contrats de travail, factures et autres justificatifs de paiement.

Dans le cadre de ce dispositif, qui prend fin au 30 décembre 2017, les justificatifs qui en découlent pourront être transmis jusqu'au 30 juin 2018 dernier délai.

Article 7, Les autres engagements :

L'Université de Corse s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice le compte financier agrégé ainsi que le rapport du commissaire aux comptes.

En cas de réalisation incomplète ou non-conforme dans les délais impartis, l'Université de Corse doit en informer l'administration sans délai par lettre recommandée avec accusé réception.

La Collectivité Territoriale de Corse peut émettre à l'encontre de l'Université de Corse un titre de recette d'un montant égal à celui de la subvention demandée, après examen des justificatifs présentés cette dernière et après avoir entendu préalablement ses représentants. La Collectivité Territoriale de Corse en informera l'Université de Corse par lettre recommandée avec accusé réception.

Article 8, L'évaluation à mi-parcours :

L'Université de Corse s'engage à fournir durant le premier trimestre 2017 un bilan d'ensemble intermédiaire, qualitatif et quantitatif, de mise en œuvre du dispositif en cours, objet de la présente convention.

Ainsi la Collectivité Territoriale de Corse et l'Université de Corse procéderont conjointement à l'évaluation à mi-parcours des conditions de réalisation de ce dispositif.

Cette évaluation à mi-parcours sera un élément indispensable à toute amélioration et définition du dit dispositif.

Enfin cette évaluation sera indispensable à l'élaboration de la convention tripartite qui devrait prendre effet en 2018.

Article 9, L'évaluation en fin de dispositif :

L'Université de Corse s'engage également à fournir au moins trois mois avant le terme de la présente convention, c'est-à-dire au 30 septembre 2017, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de mise en œuvre du présent dispositif.

Ainsi l'administration procèdera conjointement avec l'Université de Corse, à l'évaluation des conditions de réalisation du présent dispositif.

Article 10, Le contrôle :

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur pièce et sur place peut être réalisé par l'administration.

L'Université de Corse s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre du contrôle.

Article 11, Le renouvellement de la convention :

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation et le cas échéant, à la réalisation du contrôle.

Article 12, L'avenant :

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Collectivité Territoriale de Corse et l'Université de Corse.

La demande de modification de la présente convention doit être réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle importe.

Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, la Collectivité Territoriale de Corse peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'absence de réponse dans ce délai vaut rejet de la demande.

Article 13, La communication :

L'Université de Corse s'engage à faire systématiquement mention de la participation financière de la Collectivité Territoriale de Corse, dans toute communication qu'elle serait amenée à réaliser (y compris par voie de presse et des médias), ainsi que dans toute interview ou reportage qu'elle serait conduite à accorder.

Article 14, La résiliation :

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 15, Le recours :

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Bastia.

La présente convention est établie en quatre exemplaires originaux,

CORTE, le

AJACCIO, le

Le Président de l'Université de Corse

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,

Paul Marie ROMANI

Gilles SIMEONI

ANNEXE 1 « Rapport intermédiaire d'exécution »



DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
SERVICE RECHERCHE

RAPPORT INTERMEDIAIRE D'EXECUTION DU PROJET

Date du rapport :

INTITULE DU PROJET :

PORTEUR DE PROJET :

DELIBERATION :

N° ARRETE / CONVENTION :

Je déclare sur l'honneur l'exactitude des informations mentionnées dans le présent rapport et certifie que les dépenses présentées se rapportent à l'opération subventionnée.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du maître d'ouvrage

Cette demande est à retourner à l'adresse ci-dessous :

Collectivité Territoriale de Corse
Direction de l'Enseignement Supérieur
Service de la Recherche
22 Cours Grandval - BP 215
20187 AJACCIO CEDEX 1

SOMMAIRE

- 1) Descriptif du projet
- 2) Objectif(s) poursuivi(s)
- 3) Coût total
- 4) Plan de financement (CTC-Autofinancement-Autres)
- 5) Dates de commencement d'exécution et de fin d'exécution
- 6) Descriptif de l'état d'avancement du projet, en rappelant :
 - les dates,
 - les événements importants et autres faits marquants de la période écoulée,
- 7) Etat récapitulatif intermédiaire des dépenses acquittées (voir tableau ci-après)
- 8) Factures et autres justificatifs de paiement

Cachet, dates, nom, prénom et signatures
Responsable du projet (nom prénom tel fax e-mail)

ETAT RECAPITULATIF INTERMEDIAIRE DES DEPENSES REALISEES ET PAYEES

Intitulé de la dépense par postes (identifiés dans la convention)	Factures	N° de facture	Date de facture	Montant HT	Montant TTC	Référence du document de confirmation du paiement (1)	Date du paiement
	Fournisseur ou prestataire de service						
Poste de dépenses							
Poste de dépenses							
Poste de dépenses							
Total							

(1) Documents éventuels justifiant le paiement (mandat, ordre de paiement ou reçu d'acquittement)

J'atteste sur l'honneur l'authenticité des informations mentionnées sur ce document.

Fait à.....le.....

Signature et cachet*

* de l'expert comptable ou du commissaire aux comptes pour les entreprises privés (ou du trésorier pour les associations), du comptable public pour les maîtres d'ouvrage publics.

ANNEXE 2 « Rapport final d'exécution »



DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
SERVICE RECHERCHE

RAPPORT FINAL D'EXECUTION DU PROJET

Date du rapport :

INTITULE DU PROJET :

PORTEUR DE PROJET :

DELIBERATION :

N° ARRETE / CONVENTION :

Je déclare sur l'honneur l'exactitude des informations mentionnées dans le présent rapport et certifie que les dépenses présentées se rapportent à l'opération subventionnée.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du maître d'ouvrage

Cette demande est à retourner à l'adresse ci-dessous :

Collectivité Territoriale de Corse
Direction de l'Enseignement Supérieur
Service de la Recherche
22 Cours Grandval - BP 215
20187 AJACCIO CEDEX 1

SOMMAIRE

- 1) Descriptif du projet
- 2) Objectif(s) poursuivi(s)
- 3) Coût total
- 4) Plan de financement (CTC-Autofinancement-Autres)
- 5) Dates de commencement d'exécution et de fin d'exécution
- 6) Descriptif de l'état d'avancement du projet, en rappelant :
 - les dates,
 - les événements importants et autres faits marquants de la période écoulée,
- 7) Etat récapitulatif intermédiaire des dépenses acquittées (voir tableau ci-après)
- 8) Factures et autres justificatifs de paiement

Cachet, dates, nom, prénom et signatures
Responsable du projet (nom prénom tel fax e-mail)

ETAT RECAPITULATIF INTERMEDIAIRE DES DEPENSES REALISEES ET PAYEES

Intitulé de la dépende par postes (identifiés dans la convention)	Factures	N° de facture	Date de facture	Montant HT	Montant TTC	Référence du document de confirmation du paiement (1)	Date du paiement
	Fournisseur ou prestataire de service						
Poste de dépenses							
Poste de dépenses							
Poste de dépenses							
Total							

(1) Documents éventuels justifiant le paiement (mandat, ordre de paiement ou reçu d'acquittement)

J'atteste sur l'honneur l'authenticité des informations mentionnées sur ce document.

Fait à.....le.....

Signature et cachet*

* de l'expert comptable ou du commissaire aux comptes pour les entreprises privés (ou du trésorier pour les associations), du comptable public pour les maîtres d'ouvrage publics.

Accusé de réception d'un acte en préfecture**DELIBERATION N° 16/169 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE PORTANT****INDIVIDUALISATION DE CREDITS DEDIES A LA RECHERCHE ET A LA
DIFFUSION DANS LE CADRE DES COÛTS STRUCTURELS ET DU
Objet de l'acte : MAINTIEN EN CONDITION OPERATIONNELLE DES EQUIPEMENTS ET
DES DISPOSITIFS DE RECHERCHE STRUCTURANTS DE L'UNIVERSITE
DE CORSE POUR LES ANNEES 2016/2017**

Date de décision: 29/07/2016

Date de réception de l'accusé 08/08/2016

de réception :

Numéro de l'acte : 16_169

Identifiant unique de l'acte : 02A-232000018-20160729-16_169-DE

Nature de l'acte : Délibération

Matières de l'acte : 8 .1

Domaines de competences par themes

Enseignement

Date de la version de la 16/04/2009

classification :

Nom du fichier : DELIBERATION N° 16-169 AC.doc (02A-232000018-20160729-16_169-
DE-1-1_1.pdf)Annexe : DELIBERATION N° 16-169 AC-Annexe 1 Projet de Convention.pdf (02A-
232000018-20160729-16_169-DE-1-1_2.pdf)

Projet de convention